

Leurs statuts déterminent les règles selon lesquelles les syndicats adhérents à l'union sont représentés dans le conseil d'administration et dans les assemblées générales.

**L. 2133-3**

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les unions de syndicats jouissent de tous les droits conférés aux syndicats professionnels par le présent titre.

## *Chapitre IV : Marques syndicales.*

**L. 2134-1**

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les syndicats professionnels peuvent déposer leurs marques ou labels en remplissant les formalités prévues par les articles *L. 712-1* et suivants du code de la propriété intellectuelle. Ils peuvent, dès lors, en revendiquer la propriété exclusive dans les conditions prévues par ce code.

Les marques ou labels peuvent être apposés sur tout produit ou objet de commerce pour en certifier les conditions de fabrication. Ils peuvent être utilisés par tout individu ou entreprise commercialisant ces produits.

**L. 2134-2**

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'utilisation des marques syndicales ou des labels ne peut avoir pour effet de porter atteinte aux dispositions des articles *L. 2141-5* à *L. 2141-8*.

Tout accord ou disposition tendant à obliger l'employeur à n'embaucher ou à ne conserver à son service que les adhérents du syndicat propriétaire de la marque ou du label est nul.

## *Chapitre V : Ressources et moyens*

### *Section 1 : Certification et publicité des comptes des organisations syndicales et professionnelles*

**L. 2135-1**

LOI n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 44

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les syndicats professionnels et leurs unions mentionnés aux articles *L. 2131-2*, *L. 2133-1* et *L. 2133-2* relatifs à la création de syndicats professionnels et les associations de salariés ou d'employeurs régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, par le droit local sont soumis aux obligations comptables définies à l'article *L. 123-12* du code de commerce. Lorsque leurs ressources annuelles n'excèdent pas un seuil fixé par décret, ils peuvent adopter une présentation simplifiée de leurs comptes avec la possibilité de n'enregistrer leurs créances et leurs dettes qu'à la clôture de l'exercice. Si leurs ressources annuelles n'excèdent pas un second seuil fixé par décret, ils peuvent tenir un livre enregistrant chronologiquement l'ensemble des mouvements de leur patrimoine. Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 17 octobre 2018, n° 18-60.030 (P) [ [ECLI:FR:CCASS:2018:SO01508](#) ]

> Soc., 17 octobre 2018, n° 17-19.732 (P) [ [ECLI:FR:CCASS:2018:SO01509](#) ]

[service-public.fr](http://service-public.fr)